

Niccolò Mignemi

Curriculum vitae

Date de naissance : 6 avril 1982

Nationalité : italienne

Adresse mail : niccolo.mignemi@gmail.com

Contact skype : niccolo.mignemi

Téléphone (France) : +33 (0)6.21.68.70.88

Téléphone (Italie) : +39 340.4043547

Titre universitaire : doctorat d'histoire et civilisations (2012)

Qualification : qualification aux fonctions de maître de conférences, section 22 (session 2013).

I - FORMATION

ÉTUDES-DIPLÔMES

2012 : doctorat d'histoire et civilisations à l'EHESS, en cotutelle avec l'Università degli Studi di Milano, sous la direction de Gérard Béaur (EHESS, CRH). Thèse *Coopérer pour travailler la terre, coopérer pour exploiter la terre : Itinéraires comparés des coopératives agricoles en Italie et en France dans la première moitié du vingtième siècle*, soutenue le 1^{er} décembre 2012, à Paris, devant un jury composé de Gérard Béaur (EHESS, directeur de thèse), Marco Cattini (Università Luigi Bocconi, président du jury), Geneviève Gavignaud-Fontaine (Université Paul-Valéry Montpellier III, rapporteur), Rose-Marie Lagrave (EHESS), Angelo Moioli (Università Cattolica del Sacro Cuore, co-directeur de thèse), Gaetano Sabatini (Università degli Studi Roma Tre, rapporteur). Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.

2007 : Maîtrise de sciences économiques et sociales à l'Università Luigi Bocconi de Milan, sous la direction de Marco Cattini : *L'exploitation familiale africaine comme pratique de économie locale. Un caso senegalese tra sviluppo occidentalizzante e modernità paysanne*.

2004 : Licence de sciences économiques et de gestion à l'Università Luigi Bocconi de Milan, mémoire final sous la direction d'Alessandra Casarico : *Il bene culturale come bene pubblico e bene meritorio*.

2001 : Maturità scientifica au lycée Alessandro Antonelli (Novara, Italie).

LANGUES : Italien (langue maternelle), français (lu, écrit, parlé), anglais (lu, écrit, parlé), espagnol (lu).

LOGICIELS INFORMATIQUES : Word, Excel, PowerPoint, SPSS, Trideux, E-Views, PAST, Stata, MatLab, AutoCAD.

Au cours de ma formation universitaire j'ai eu l'occasion d'utiliser plusieurs logiciels statistiques destinés au traitement des données en sciences sociales (SPSS, E-Views, Stata, MatLab). Dans le cadre de ma thèse, les analyses statistiques m'ont amené à acquérir la maîtrise de logiciels destinés en particulier à l'analyse factorielle (Trideux, PAST), alors que pour la partie cartographique des logiciels de dessin ont été nécessaires (AutoCAD).

AUTRES EXPÉRIENCES

2012 (13-14 décembre) : « Temps, temporalité, périodisation et durée » à Caen. Doctorales organisées par la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de l'Université de Caen Basse-Normandie.

2008 (31 août-7 septembre) : « Les échanges alimentaires dans l'histoire : les hommes, les produits, les idées » à Tours. Université Européenne d'Été organisée par l'Université François-Rabelais de Tours et l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation.

BOURSES ET DISTINCTIONS

Prix spécial 2013 de l'Association pour le Développement de la Documentation sur l'Économie Sociale (ADDES) pour la thèse.

Bourse 2010 de la Fondazione Angelo Frammartino de Monterotondo (Rome).

Bourse 2008 de la Fondazione Luigi Salvatorelli de Marsciano (Pérouse).

Prix 2008 de la Fondazione Roberto Franceschi pour le mémoire de master.

II - EXPÉRIENCES D'ENSEIGNEMENT

2013-2014 : Séminaire annuel *Atelier de lecture en sociologie rurale* à l'EHESS (organisé avec Benoît Leroux, Édouard Morena et Delphine Thivet).

2011-2013 : Encadrement des étudiants du niveau master dans le cadre des projets de recherche du Network scientifique de la Fondation Roberto Franceschi de Milan sur les thèmes de la pauvreté et de la marginalité sociale.

2013 : Session d'études doctorales organisée par le Groupe Petites Paysanneries dans le cadre du Laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 13-14 mai 2013).

2012 : Animation de l'axe thématique *Enjeux économiques et alimentaires* aux journées d'études doctorales « Les petites paysanneries, questions de générations », organisée par le Groupe Petites Paysanneries dans le cadre du Laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 3-4 mai 2012).

2012 : Participation à l'organisation du séminaire mensuel du Groupe Petites Paysanneries à l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et animation de la session « Mafias et petites paysanneries en Sicile » avec Umberto Santino du Centro Siciliano di Documentazione Giuseppe Impastato de Palermo (3 avril 2012).

III - ACTIVITÉ DE RECHERCHE

Depuis 2007 : Membre de l'Équipe de Recherches pour l'Histoire du Monde Rural (ERHIMOR) dans le cadre du Centre de Recherches Historiques de l'EHESS (<http://erhimor.ehess.fr>).

THÈMES DE RECHERCHE

➤ Histoire économique et sociale :

- Histoire économique et sociale des campagnes françaises et italiennes, mais avec un regard attentif aux dynamiques européennes aussi. L'approche adoptée se propose en particulier de situer les transformations vécues depuis la fin du XIX^e siècle dans une histoire de plus longue durée, capable de mettre en évidence les ruptures et les permanences des différents parcours. Les analyses sont conduites sur plusieurs échelles, à partir de l'idée que l'approfondissement micro (exp. sur une coopérative ou un domaine spécifique) va de pair avec l'élargissement macro (au niveau provincial, régional, national, européen voire au-delà), dans une relation de complémentarité nécessaire. De ce point de vue, les coopératives sont adoptées comme un véritable terrain d'étude, destiné à mettre en évidence tant l'histoire de leurs contextes d'implantation que les stratégies des acteurs impliqués.
- Les questions des modèles de développement, des dynamiques de retard et de croissance sont envisagées à travers l'étude de la place de l'agriculture dans les économies nationales. Une attention particulière est consacrée aux transformations qui se produisent à partir des années 1920-1930 dans le cadre d'une réorganisation plus générale du système capitaliste à l'échelle mondiale (dans la thèse nous avons aussi évoqué l'hypothèse d'un cycle commun des agricultures ouest-européennes démarrant à cette époque). Mais nous avons aussi mis en évidence le rôle des politiques agricoles et l'importance jouée par les dualismes (oppositions Nord-Sud, agricultures intensives-pauvres etc.).
- L'étude du monde paysan oblige à une mise en discussion des lectures qui plaident pour son unité interne en raison de sa spécificité. Des perspectives analytiques qui mettent en évidence le caractère pluriel et la structure sociale des campagnes sont plutôt privilégiées. Il s'agit donc d'étudier les conflits municipaux, les rapports avec les pouvoirs publics, les formes collectives de l'action, les tensions autour de la propriété et de la possession des ressources foncières, les relations établis avec les différents marchés (de la terre, du travail, du crédit et des produits agricoles).
- Les élites ont attiré notre attention surtout pour ce qui concerne leurs interactions avec le développement des coopératives en milieu rural (exp. rôle dans les caisses rurales, les comices ou les consortiums agricoles italiens). Le cas d'étude de la Sicile a fourni une occasion ultérieure d'approfondissement à partir du rôle de la mafia et de la « bourgeoisie mafieuse » dans les systèmes de gestion du pouvoir et d'accumulation de la richesse. Il s'agit d'une position que les contremaîtres incarnent parfaitement dans les latifundia, mais qui est destinée à se transférer dans les circuits économiques d'une « ville de frontière » comme Palermo.

➤ Histoire rurale :

- Les analyses sur l'histoire rurale ont adopté comme cadre d'étude et de comparaison les systèmes agraires, regardés en tant que résultat de la combinaison des structures foncières, des modes de faire-valoir, du système social productif, des pratiques culturelles et des formes d'exploitation de l'écosystème. À partir de cette approche nous avons approfondi leur influence sur les caractéristiques de la population rurale, sur les formes d'occupation de l'espace et sur les pratiques collectives.

- Les structures existantes dans les campagnes sont observées à partir des formes de propriété et de possession de la terre. Mais il faut intégrer cet aspect avec une vision dynamique, destinée à prendre en compte soit la circulation des biens et des droits sur le marché foncier, soit les possibles politiques de réforme (non seulement réformes agraires ou simplement foncières, mais aussi encouragement à la formation de la petite propriété, politiques de remembrement et d'aménagement etc.). La longue histoire de la réforme agraire en Italie a particulièrement attiré notre attention, avec les débats post-unitaires, les projets de bonification, les luttes agraires, le ruralisme fasciste, pour arriver jusqu'à la « réforme » de 1950 et la nécessité de dresser un bilan des résultats que celle-ci a produit. Du point de vue géographique notre attention s'est concentrée d'abord sur les latifundia du Mezzogiorno (avec le cas des provinces de la Sicile centrale et céréalière analysés dans la thèse).
- La représentation des campagnes (avec leur place dans la question tradition-modernité) devient un paradigme de la relation entre le monde paysan et la société globale. Le cas de l'Italie de l'entre-deux-guerres a été de ce point de vue analysé pour rendre compte des réelles orientations du fascisme, au-delà de la rhétorique de son discours ruraliste (voir par exemple le cas du dépeuplement de la montagne alpine), mais aussi des continuités qui survivront à la phase de la Libération (en terme par exemple de modèle dualiste de développement du secteur agricole). L'autre axe de recherche sur la question de la représentation des campagnes s'intéresse aux statistiques agricoles comme instrument au service des pouvoirs publics pour décrire et mesurer le monde rural, mais surtout pour opérer des découpages et mettre en évidence certains aspects plutôt que d'autres (en termes par exemple de structure sociale).
- Les enquêtes et les monographies sur la situation des campagnes et les conditions des paysans en Italie, réalisées par les commissions parlementaires ou dans le cadre de l'Institut National d'Économie Agraire, sont approfondies en tant qu'exemples d'une approche spécifique, héritage d'une tradition scientifique solide, capable de s'imposer même au-delà des frontières, comme montre l'expérience de l'Institut International d'Agriculture.

➤ **Histoire des coopératives et de la coopération :**

- Histoire économique et sociale de la genèse et du développement des coopératives en Italie et en France, à partir des premières formes associatives et mutualistes qui se diffusent au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les évolutions quantitatives et géographiques des coopératives sont approfondies, tant d'un point de vue global qu'au niveau sectoriel ou régional. En même temps, des allers-retours constants entre microanalyse et perspective macro permettent de nuancer les lectures historiographiques traditionnelles, qui privilégient la dimension politique des conflits idéologiques ou de l'histoire des fédérations coopératives. Pour comprendre les raisons de leur naissance et leurs dynamiques de transformation c'est plutôt le rôle de médiateur des coopératives dans la relation à l'État et aux circuits économiques, échelle intermédiaire du rapport local-global, qu'il faut mettre en avant.
- Les coopératives sont étudiées à partir de la position intermédiaire qu'elles occupent au cœur du système productif en agriculture. Cette approche permet de rendre compte d'itinéraires de développement où parcours d'« en bas » et d'« en haut » se combinent, au-delà des interprétations traditionnelles opposant l'organisation autonome des paysans à leur encadrement par les pouvoirs publics. L'histoire des coopératives se caractérise en effet par la perpétuelle coexistence, au sein de chaque organisme, de tensions différentes, et apparemment contradictoires, entre finalités économiques et sociales, rapports aux institutions et aux marchés, actions collectives et stratégies individuelles.
- L'analyse du processus de définition, de reconnaissance et d'institutionnalisation d'un statut autonome de la coopération agricole est un aspect essentiel pour comprendre l'histoire du phénomène en France comme en Italie, mais aussi dans une perspective comparée. Ici c'est surtout le point de vue de l'État et des institutions qui devient central pour reconstruire la place attribuée aux coopératives au fur et à mesure des transformations en cours à l'échelle nationale (exp. le rôle des coopératives dans la modernisation agricole). À partir des années 1960, cet aspect doit de plus en plus intégrer la dimension des adresses définies au niveau européen.
- La question des « traditions coopératives » et de l'ancrage territorial mérite d'être interrogée au-delà des zones normalement identifiées comme des hauts lieux du phénomène et inscrites dans l'imaginaire collectif en vertu d'un patrimoine de pratiques ouvertement revendiquées. Facteurs nationaux, régionaux et locaux attirent notre attention, mais à côté de tendances lourdes qui s'imposent par leur nombre et attirent plus facilement l'attention, il faut aussi aller à la recherche des signaux faibles qui peuvent anticiper des évolutions successives ou réactualiser des manifestations précédentes (à côté des définitions classiques il faut donc introduire les notions de « traditions par absence » ou de « traditions mouvantes »).
- Les coopératives agricoles de travail et d'affermage (leur « quasi absence » en France et leur large diffusion dans l'Italie des débuts du XX^e siècle) constituent l'occasion pour interroger les questions de l'individualisme, des formes collectives d'action, des pratiques d'entraide et d'association dans les campagnes au-delà des visions traditionnelles présentent souvent les paysans comme des personnages incapables de collaborer et de s'associer spontanément en dehors de la communauté primitive

- Des enquêtes de terrain sont conduites dans les archives et auprès des membres d'anciennes coopératives qui continuent à opérer ou de nouvelles sociétés récemment constituées dans le sillon d'expérience précédentes. Nous avons en particulier analysé le cas de « La Rinascita » de Caltanissetta (voir dans la thèse) et le projet Libera Terra, dans le Mezzogiorno, qui fédère les coopératives sociales en charge de la réutilisation sociale des terres agricoles confisquées à la mafia.

➤ **Histoire culturelle et politique :**

- Les conflits sociaux dans les campagnes (en particulière les campagnes italiennes de la première moitié du XX^e siècle) sont reconstruits à partir de sources externes (sources judiciaires et administratives) et internes (sources issues des organisations syndicales et politiques impliquées dans les luttes). Une perspective globale, l'attention aux différents cycles de luttes, les tensions internes et parfois contradictoires permettent de restituer la complexité des actions et des revendications posées qui peuvent concerner l'accès à la terre, mais aussi les conditions contractuelles ou les mécanismes de distribution de la valeur. L'histoire du mouvement paysan italien (surtout les deux « explosions » de la première et de la deuxième après-guerre) est adoptée ici comme un « laboratoire expérimental ».
- L'histoire des représentations et des pratiques politiques en milieu rural est reconstruite à partir des témoignages directs et de la mémoire des protagonistes et des organisations d'un siècle de luttes du mouvement paysan italien. Les transformations des formes collectives d'action sont ici prises en compte et on va de la violence des grèves de la période préfasciste aux occupations des grands domaines suivies à la Libération, jusqu'au syndicalisme professionnel capable de peser à l'échelle européenne.
- La question du rapport entre fascisme et paysans est analysée au-delà des stéréotypes de la propagande ruraliste du régime, mais avec une attention plutôt centrée sur comment celui-ci prend en compte les intérêts des différentes catégories sociales en milieu rural (exp. le fascisme et ses politiques sur la montagne alpine). La relation entre fascisme et agriculture mérite d'être observée aussi en tant que terreau pour l'élaboration de l'idéologie corporative qu'au cours des années 1920-1930 les mouvements nationalistes présentent en Europe comme une « troisième voie », neutre, apolitique et alternative tant au socialisme qu'au capitalisme, en vertu de sa capacité de fédérer intérêts apparemment inconciliables (les cas italiens et français sont étudiés dans leurs spécificités et dans leurs caractères communs).

➤ **Études comparées :**

- La perspective comparative a été au centre de la démarche de la thèse, à la recherche des proximités, des distances, des itinéraires parallèles et des éventuelles convergences entre les parcours français et italien. En même temps elle a permis de fonder des analyses à plus large échelle et des généralisations (par exemple sur les agricultures ouest-européennes). Ce travail m'a donc conduit à interroger les raisons, les opportunités et les limites de l'histoire comparée et de ses évolutions plus récentes. Des réflexions préalables sur les objets et les méthodes s'imposent alors comme une étape incontournable pour fonder des comparaisons légitimes, à travers le temps et les espaces.
- Les comparaisons et les croisements se construisent dans une perspective interdisciplinaire et à partir de l'accumulation d'un important capital d'informations (tant quantitatives que qualitatives), préalable indispensable pour des analyses « jouées » sur plusieurs échelles. La dimension comparative est souvent fondée sur un terrain privilégié de départ, mais le simple passage du micro vers le macro ne suffit pas, il ne s'agit pas d'étapes successives. C'est plutôt une construction progressive destinée à élargir le regard qui s'avère indispensable, avec des allers-retours qui permettent de saisir la complexité des phénomènes étudiés.
- Une attention particulière est toujours portée aux aspects géographiques en tant que terrain indispensable de comparaison, combinant les variables de l'espace et du temps. Dans cette optique, la thèse a été complétée par un travail cartographique, destiné à fournir des représentations de synthèse rendant compte de la dimension spatiale des phénomènes étudiés et de leurs interrelations.
- Ils existent des lieux ou des institutions particulièrement favorables aux comparaisons, à la recherche des croisements et des interconnexions. De ce point de vue l'histoire de l'Institut International d'Agriculture, créé à Rome en 1905-1908 et véritable ancêtre de la FAO qui reprendra sa mission en 1945, a toujours attiré notre attention. L'analyse des documents et des informations que l'organisme met à disposition en tant que lieu de débat et de réflexion à l'échelle internationale (sa bibliothèque, les publications éditées, le recensement mondial de l'agriculture de 1929-1930 etc.) permet par exemple d'explorer la progressive élaboration de l'agenda mondial en matière agricole et alimentaire.

INTÉGRATION DANS DES PROGRAMMES DE RECHERCHE

Membre du Comité scientifique du Groupe Petites Paysanneries (<http://paysanneries.hypotheses.org>).

Membre du Network scientifique de la Fondazione Roberto Franceschi (http://www.fondfranceschi.it/progetti/sub_network).

THÈSE

Coopérer pour travailler la terre, coopérer pour exploiter la terre : Itinéraires comparés des coopératives agricoles en Italie et en France dans la première moitié du vingtième siècle.

L'objectif de cette étude est d'explorer les transformations du monde paysan et les évolutions du secteur agricole à travers les itinéraires comparés des coopératives agricoles en Italie et en France. Les bornes chronologiques identifiées vont des débuts du XX^e siècle aux années 1950. L'idée est de saisir les itinéraires coopératifs en distinguant plusieurs phases, depuis leur origine jusqu'au seuil de la « grande transformation » du secteur primaire en passant par leur progressive diffusion à l'échelle nationale, en rapport direct et constant avec les transformations du secteur agricole.

Pour la période de référence, les facteurs qui influencent les processus de développement des coopératives agricoles et ceux qui commandent leur localisation ont été étudiés. À la fois moyen d'organisation autonome des paysans pauvres et instrument au service de leur encadrement par les pouvoirs publics, les coopératives montrent au cours de leur histoire une indiscutable capacité d'adaptation en fonction des stratégies des acteurs, des opportunités et des contraintes posées par le contexte. Dans des situations et des territoires variés, mais aussi à des échelles différentes, l'analyse s'est concentrée sur les processus d'émergence et de développement de cette forme économique particulière, avec la perspective de mettre en évidence les relations avec les caractéristiques de l'espace considéré, de la population rurale et des systèmes agraires.

Pour ce qui concerne les sources, la documentation imprimée et les documents d'archives correspondent à 4 grandes catégories : les textes législatifs, les dossiers produits par les institutions chargées du secteur agricole ou de la coopération, les informations issues de l'activité des organismes syndicaux et des fédérations coopératives, les rapports scientifiques des instituts de recherche au niveau national et international. Des traitements statistiques ont permis d'accorder une attention particulière à la dimension quantitative des phénomènes. En outre, puisque l'espace se pose comme une des variables incontournables pour comprendre les évolutions historiques, un travail cartographique a servi de support pour restituer la dimension spatiale des dynamiques étudiées.

La thèse s'organise en trois parties qui correspondent à trois différentes échelles de l'analyse, distinctes tant sur le plan des objets traités, que sur celui des espaces et des temporalités saisies. Le point de départ est l'itinéraire des coopératives qui pratiquent les fermages collectifs dans les latifundia de la Sicile céréalière. Ici, elles prennent à bail les terres directement auprès des grands propriétaires, de manière à dépasser l'intermédiation parasitaire des *gabelloti*. Il s'agit d'un cas spécifique, mais qui est néanmoins exemplaire de la manière par laquelle les caractères contextuels et le système agraire influencent les pratiques d'organisation sociale et économique, tant dans leur genèse que dans leurs développements successifs. Habituellement souterraine, souvent silencieuse, la coopération agricole sicilienne manifeste aux débuts du siècle une grande réactivité à l'égard de l'actualité. Lors de certains « moments forts », comme les mouvements paysans de la première et de la seconde après-guerre, son exemplarité est mise en évidence à la faveur d'une conjoncture très particulière. Sous la pression de la mobilisation populaire, des procédures officielles sont définies dans le but de permettre l'accès à la terre par le biais de la coopérative. Ces procédures obligent des pratiques et des mécanismes enracinés à sortir de l'ombre de l'informalité pour soumettre leur légitimité aux jugements des institutions publiques qui en sont chargées. L'observation de ces dynamiques au niveau régional a fourni des indications précieuses, que des terrains plus fins d'analyse permettent ensuite de situer dans le cadre des stratégies des paysans mises en œuvre en fonction des opportunités et des contraintes offertes par le cadre législatif du moment.

L'approche adoptée dans la première partie structure les parties suivantes, où la coopération agricole est d'abord saisie dans le cadre des transitions qui s'opèrent au cours de la première moitié du XX^e siècle. L'expérience des coopératives de travail et d'affermage est reprise et élargie à l'ensemble des manifestations qu'elle prend en Italie et en France tout au long de la période en question. L'analyse de cette forme spécifique d'organisation socioéconomique devient l'occasion d'une progressive introduction d'une dimension comparative, capable d'interroger à la fois les succès et les échecs, mais aussi les enthousiasmes et les méfiances que suscitent les coopératives agricoles de production. Du côté italien, de multiples expériences arrivent à élaborer une forme contractuelle originale, qui se décline sous la forme de

différents systèmes d'exploitation, pour lesquels préoccupations sociales et techniques peuvent coexister dans des formes renouvelées d'association des producteurs. La quasi-absence française révèle au contraire un modèle national qui situe la coopération en amont ou en aval d'une phase de production individuellement gérée. Ici, l'intérêt théorique des institutions pour les solutions alternatives ne manque pas, mais, sauf circonstances exceptionnelles et temporaires, la curiosité se mêle toujours à la prudence de manière à prévenir toute source possible d'incertitude ou de conflictualité. Les coopératives se retrouvent donc au centre de plusieurs débats tant scientifiques que politiques, non seulement à l'échelle nationale, mais aussi européenne et internationale, dont on a suivi l'essor jusqu'à la phase de la modernisation et du réaménagement des structures du secteur dans les années 1950.

L'optique comparative devient finalement systématique dans la troisième partie, centrée sur les temps longs des processus d'adaptation. Un aperçu statistique et géographique du phénomène a d'abord été proposé pour rendre compte des dynamiques d'évolutions des réalités italiennes et françaises. Dans la perspective d'aller au-delà des limites d'un regard purement quantitatif, les structures agraires ont été adoptées comme cadre d'analyse et de comparaison. Les croisements, tant synchroniques que diachroniques, ont rendu compte des spécificités territoriales, mais aussi des transformations internes au secteur agricole et des rapports que celui-ci entretient avec le reste du système économique. Cette approche a permis de mettre en évidence deux manières de concevoir et de représenter la place des coopératives agricoles : une branche spécifique, mais qui reste intégrée au mouvement coopératif en Italie, un « secteur séparé » sous le signe de la spécialisation et de la professionnalisation en France. La recherche des différences, des similitudes, des proximités et des éventuelles convergences entre les deux itinéraires nationaux s'est poursuivie par l'analyse des processus de reconnaissance et d'institutionnalisation d'un statut autonome de la coopération agricole par les pouvoirs publics. Enfin, les parcours parallèles et entrecroisés dans l'histoire longue ont servi de base pour une tentative de périodisation et de systématisation, dont le but principal était de démêler le rapport complexe qui unit paysans et coopération, dans des contextes agricoles déterminés, mais toujours en évolution. Partagées entre finalités économiques et sociales, les coopératives émergent en tant qu'organismes intermédiaires capables de porter les intérêts collectifs des producteurs, de supporter leurs stratégies individuelles et d'intervenir dans les mécanismes de partage de la valeur produite en agriculture.

Ces analyses conduisent à avancer l'hypothèse selon laquelle la coopérative est un « espace vide », une infrastructure formelle, « remplie » ensuite en fonction de situations et de conjonctures, au service de ses membres, mais aussi des autres acteurs éventuellement impliqués. Recentrée en cohérence avec les stratégies, individuelles comme collectives, chez les paysans l'attitude envers la coopération se manifeste alors comme un compromis pratique entre opportunités offertes et contraintes posées, dans des contextes historiquement et géographiquement situés.

PUBLICATIONS

1) Ouvrage

Nel regno della fame. Il mondo contadino italiano fra gli anni Trenta e gli anni Cinquanta.
Rome : Aracne Editrice, 2010, 187 p.

Résumé : L'objectif de ce travail est d'observer et d'interpréter les dynamiques qui traversent les campagnes italiennes entre les années 1930 et les années 1950 à partir d'une perspective unitaire. Malgré les transformations au niveau des régimes politiques – passés du totalitarisme à la démocratie et de la monarchie à la république – une continuité substantielle est identifiable dans les évolutions qui intéressent le monde paysan et sa place à l'intérieur du modèle national de développement. La pauvreté rurale serait la manifestation plus visible de cette situation, dont les racines sont à rechercher dans une « question agraire » irrésolue depuis l'unité politique de 1861, dans une réforme foncière jamais réalisée et dans des contrats agraires qui perpétuent d'anciennes formes d'exploitation. Au cours de la période étudiée, les processus de paupérisation des campagnes s'expliquent donc dans la longue durée de l'histoire italienne et confirment, voire encouragent, le dualisme – tant géographique qu'économique – des structures du secteur agricole. La place de celui-ci à l'intérieur du système économique se trouve en même temps modifiée dans une phase de réorganisation du capitalisme national et de plus générale restructuration du système au niveau mondial. Transformé en « observatoire privilégié » sur les dynamiques en cours dans le pays, le monde rural devient alors l'occasion pour s'interroger sur les caractères, les ruptures et les permanences d'un modèle national de développement.

2) Articles

« Coopératives et réutilisation sociale des biens confisqués à la mafia : le projet Libera Terra en Sicile », *Recma - Revue internationale de l'économie sociale*, n. 328, 2013, p. 33-47.

Résumé : Une loi de 1996 introduit en Italie le principe de la réutilisation sociale des biens confisqués aux mafias, par leur concession en faveur de coopératives ou d'autres associations. L'étude s'intéresse au cas des coopératives sociales siciliennes du projet Libera Terra et en particulier à l'exemple pionnier de la Placido Rizzotto, créée en 2001 dans l'arrière-pays de la province de Palerme. L'analyse du microcosme qui entoure cette genèse permettra d'approfondir les aspects économiques, sociaux et institutionnels de l'initiative, surtout dans une perspective de développement local. Avec un regard tourné vers les dynamiques de plus longue durée, cette expérience est l'occasion d'interroger le rapport entre instrument coopératif en agriculture et caractéristiques du terroir, sous la triple déclinaison de l'histoire héritée, des contraintes imposées par le contexte et des opportunités offertes par les ressources disponibles.

« Seminare le terre di mafia : Le cooperative di Libera Terra in Sicilia come esperienza di sviluppo locale », Rapport de recherche de la Fondazione Angelo Frammartino, 2010 (sur le site de la [Fondazione Angelo Frammartino](#)).

Résumé : La réutilisation à des fins sociales des biens confisqués constitue un point central des luttes contre les mafias, une étape indispensable pour restituer aux communautés locales une richesse qui avait été illégalement accumulée et une occasion pour fonder des occasions nouvelles de développement. Ce principe est introduit en Italie par la loi du 7 mars 1996, n. 109, qui complète la précédente législation antimafia. Cet outil juridique permet par exemple la remise en valeur des terres agricoles confisquées par leur attribution à des coopératives sociales fédérées au projet Libera Terra. À partir des témoignages directs des protagonistes et des archives des institutions impliquées, la recherche reconstruit le parcours de la première de ces expériences, la coopérative sicilienne Placido Rizzotto née en 2001 comme projet pilote et aujourd'hui exemple majeur de l'économie sociale en Italie.

3) Actes de colloques, contributions à des ouvrages collectifs

« Terres occupées, terres disputées : coopératives et mouvement paysan dans une province de la Sicile (1944-1950) », Actes du II^e colloque international *Grèves et conflits sociaux : Approches croisées de la conflictualité (du XVIII^e siècle à nos jours)* (à paraître en 2014).

Résumé : Le mouvement paysan méridional de la deuxième après-guerre constitue une des mobilisations collectives les plus durables et significatives du XX^e siècle italien. Un rôle fondamental jouent ici les décrets Gullo-Segni de 1944-1946, qui donnent aux paysans réunis en coopératives la possibilité d'obtenir en concession les terres incultes et mal cultivées. Mais, comme le témoigne le cas de la province sicilienne de Caltanissetta, l'effective applicabilité de ces mesures reste variable en fonction des rapports de force existants dans chaque contexte particulier. Appropriée et recentrée par les différents acteurs, individuels et collectifs, en fonction de leurs priorités, la coopérative devient alors un observatoire formidable sur les luttes pour l'accès à la terre et la transformation des contrats agraires, dans l'Italie de la fin des années 1940.

« Des 'Italies agraires' aux paysans en mouvement : aperçus sur 150 ans de 'sociologie' des campagnes italiennes », dans *Petites paysanneries au Nord et au Sud de la Méditerranée : questions de méthodes (II)*. Paris, Éditions Publisud (à paraître en 2014).

Résumé : À quelque exception près, souvent localement et temporellement située, en Italie une sociologie rurale n'est jamais arrivée véritablement et durablement à s'institutionnaliser en tant que discipline indépendante. C'est plutôt en rapport, et finalement en dépendance, avec d'autres branches qu'elle a toujours eu la tendance à exister. Néanmoins la paysannerie a été longtemps au centre des préoccupations et des débats, tant scientifiques que politiques, et plusieurs « sociologies » ont étudié les réalités des campagnes italiennes et leurs transformations. Trois périodes – les enquêtes parlementaires post-unitaires, les grandes enquêtes des années 1930, les débats de l'après-guerre – sont ici analysées et situées dans le cadre des évolutions du contexte national au niveau économique, social et politique. Cette mise en

perspective historique, soucieuse des innovations, comme des continuités et de reprises dans le champ scientifique, permet de s'interroger sur une tradition nationale qui a d'abord et souvent pensé et interprété la paysannerie en tant que groupe.

« Les coopératives agricoles sur les terres confisquées à la mafia en Sicile : les expériences actuelles entre ancrage territoriale et héritage historique », Actes du colloque international de la SFER *Diversité et durabilité des mondes agricoles coopératifs dans un contexte de crises de la mondialisation*, 2012 ([SFER Actes Coop 2012](#)).

Résumé : L'itinéraire des coopératives sociales qui obtiennent en concession et cultivent les terres confisquées à la mafia en Italie permet d'aborder la question du rôle joué par cette forme d'organisation socioéconomique dans des territoires traditionnellement considérés comme « retardataires ». L'étude approfondit en particulier le processus qui conduit à la mise en place des coopératives fédérés au projet Libera Terra dans le Mezzogiorno, à partir du cas exemplaire et pionnier de la Placido Rizzotto, créée en 2001 dans l'arrière-pays de la province de Palerme par un groupe de jeunes chômeurs et de personnes handicapées. Les aspects économiques et sociaux de l'expérience sont approfondis, ainsi que ses rapports avec les institutions, à différentes échelles, dans le cadre des politiques publiques de développement.

« Realtà e rappresentazione della povertà nell'Italia del dopoguerra », Actes du colloque *Ricchezza e povertà, distribuzione del reddito e disuguaglianza in Italia e in Europa dopo la crisi*, organisé par la Fondazione Roberto Franceschi, 2011 (sur le site de la [Fondazione Roberto Franceschi](#)).

Résumé : Dans l'après-guerre, plusieurs recherches sont lancées pour rendre compte des conditions de pauvreté de la population italienne. Après la « négation de la misère » qui avait caractérisé la période fasciste, une commission parlementaire d'enquête, en 1951-1953, réalise un minutieux travail de synthèse et de terrain, imaginé comme préalable d'une réforme du système social d'assistance. En même temps, plusieurs « enquêtes populaires » voient le jour, surtout dans le Mezzogiorno, avec des finalités de prise de conscience et d'action politique. Une étude comparée de la documentation produite permet de faire émerger deux manières d'appréhender et de représenter la pauvreté et ses origines. Les deux approches sont à la fois opposées et complémentaires, mais indispensables pour comprendre la réalité de l'Italie avant le « miracle économique ».

« Italie 1920-1950 : Vers la réforme agraire ou la réforme de l'agriculture ? », Actes du *Congrès Marx International VI*, 2010 ([Congrès Marx International VI](#)).

Résumé : En Italie, les lois de réforme foncière de 1950 sont adoptées sous la pression d'un mouvement paysan commencé en 1943-1944 avec les occupations des latifundia du Mezzogiorno pour ensuite « contaminer » le reste de la péninsule. Mais cette issue s'insère dans une histoire de plus longue durée où la réforme agraire est au centre des débats publics depuis l'unité politique de 1861. Ici l'attention est concentrée en particulier sur les années 1920-1950 où trois phases sont identifiables : la conjoncture favorable de la première après-guerre ; la Grande Crise et la restauration fasciste ; la Libération et la nouvelle République. Finalement, deux conceptions de la question agraire et de la transformation des campagnes italiennes s'affrontent : d'un côté les projets de réforme minimale, limitée tant au niveau géographique que dans les ambitions, de l'autre côté l'idée d'une réforme générale, destinée à réorganiser le secteur agricole national dans son ensemble.

INTERVENTIONS

Séminaires

18 avril 2013 : « Coopérer pour la terre, coopérer sur la terre : de la Sicile aux comparaisons », séminaire interdisciplinaire de recherches *Ruralités contemporaines* (EHESS, Paris).

1^{er} février 2013 : « Itinéraires comparés des coopératives agricoles : Italie et France, 1900-1960 », séminaire de recherche *Histoire économique et sociale des campagnes (XVII^e-XX^e siècles)*, organisé par Gérard Béaur (EHESS, Paris).

6 juin 2012 : « La montagne se vide : dynamiques de marginalisation dans les Alpes italiennes à partir d'une enquête des années 1930 », séminaire de recherche *Familles : alliances, transmission, migrations, rapports à la terre et aux marchés, transformations économiques, XVIII^e-XX^e siècles*, organisé par Joseph Goy (EHESS, Paris).

11 février 2011 : « Au royaume de la faim. Le monde paysan en Italie entre les années trente et les années cinquante », séminaire de recherche *Histoire économique et sociale des campagnes (XVII^e-XX^e siècles)*, organisé par Gérard Béaur (EHESS, Paris).

Colloques et journées d'études

23-26 avril 2014 (confirmé) : « Claiming for Land and Labour : Tenant Farming Co-operatives in Italy at the Beginning of 20th Century », dans la session *Work and Property in Europe : Appropriations and Commodification (1500-1900)* et discutant dans la session *Rhythm and evolution of staple food markets (1650-1950)*, de la European Social Science History Conference 2014 (Vienne).

10 décembre 2013 (confirmé) : « Cooperative e politiche sulle 'terre incolte' nel Mezzogiorno : dall'emancipazione contadina al riutilizzo sociale », colloque *Combattere l'esclusione, promuovere l'inclusione. Progetti ed esperienze di politiche sociali attive* (Fondazione Roberto Franceschi et Università Luigi Bocconi, Milan).

19-22 novembre 2013 (confirmé) : Discutant de la session « Nommer, situer, contextualiser les petites paysanneries : Grilles de lecture disciplinaire », au 3^e journées d'études pluridisciplinaires Nord/Sud *Petites paysanneries : nommer, situer, contextualiser* (Tunis).

5-7 décembre 2013 (confirmé) : « Blé et agrumes dans la crise italienne des années 1930 », à la 3rd *Treviso Conference on the History of the European Countryside : Crises and Alternative Agriculture in a European Perspective*, organisée par GDRI CRICEC – Crises and Change in the European Countryside, CRH – ERHIMOR, Università degli Studi di Padova, Centre de Recerca d'Història Rural de la Universitat de Girona (Trévise).

19-22 août 2013 : « Co-operatives, peasants and agriculture in fascist Italy : from self-organization to social control », session *Co-operatives under authoritarian (socialist and capitalist) regimes in Europe in the 20th century* de la conférence international Rural History 2013 (Université de Berne).

27-29 juin 2013 : « Social stratification and political agency in Sicilian countryside at the beginning of 20th century », session *Social groups and property rights in land* du XXV Seminar in Economic and Social History « De quins pagesos parlem ? Els processos de diferenciació social en la història rural europea » (Université de Gérone).

20-21 juin 2013 : « Le laboratoire expérimental des coopératives actives dans la réutilisation sociale des terres confisquées à la mafia en Italie », colloque *Dynamiques coopératives et mutualistes* (Université de Franche-Comté, Besançon).

14 juin 2013 : « Le régime de la crise : la réorganisation du secteur agricole italien sous le fascisme (1925-1935) », journée d'études *L'État face aux crises agricoles (Europe, mi XIX^e-mi XX^e siècles)* (EHESS, Paris).

15-17 mai 2013 : « Terres occupées, terres disputées : coopératives et mouvement paysan dans une province de la Sicile (1944-1950) », II^e colloque international *Grèves et conflits sociaux : Approches croisées de la conflictualité (du XVIII^e siècle à nos jours)* (MSH de Dijon).

29 mars 2013 : « La réutilisation à des fins sociales des biens mal acquis » (avec Fabrice Rizzoli), journée d'études *L'organisation de la transgression : formaliser l'informel ?* (CNAM, Paris).

19-20 novembre 2012 : Président de séance aux journées d'études *Harvest fluctuations and food shortages in European rural societies* du GDRI CRICEC – Crises and Change in the European Countryside (Universidade Nova de Lisboa CESNOVA/FCSH, Lisbonne).

14-16 novembre 2012 : « Des 'Italiens agraires' aux paysans en mouvement : aperçus sur 150 ans de 'sociologie' des campagnes italiennes », journées d'études pluridisciplinaires *Regards croisés sur les petites paysanneries au nord et au sud de la Méditerranée : questions de méthodes* (Université Paris Ouest Nanterre La Défense).

6-7 novembre 2012 : « Les coopératives agricoles sur les terres confisquées à la mafia en Sicile : les expériences actuelles entre ancrage territoriale et héritage historique », colloque international de la SFER *Diversité et durabilité des mondes agricoles coopératifs dans un contexte de crises de la mondialisation* (Paris).

15 décembre 2011 : « Realtà e rappresentazione della povertà nell'Italia del dopoguerra », colloque *Ricchezza e povertà, distribuzione del reddito e disuguaglianza in Italia e in Europa dopo la crisi : cause, conseguenze, possibili interventi per governare o correggere il fenomeno* (Fondazione Roberto Franceschi et Università Luigi Bocconi, Milan).

24 septembre 2010 : « Italie 1920-1950 : Vers la réforme agraire ou la réforme de l'agriculture ? », atelier *La Réforme agraire, au passé et au futur* du Congrès Marx International VI, Section Histoire (Université Paris Ouest Nanterre La Défense, 22-25 septembre 2010).